duira dans les provinces et sur les troupes. Le calme de cette cérémonie et le peu de mouvement qu'elle a excité dans Paris, annonce bien la force de l'opinion, et que c'est elle seule, quand elle changera, qui peut amener des amendements à tout ce qui existe, à tout ce que l'on veut faire, à tout ce qui est fait, et que ce n'est que du changement de cette opinion qu'il est possible d'attendre une amélioration à notre sort, et non pas de quelques entreprises et négociations partielles, qui, n'allant pas au but, ne font qu'allumer de petits feux quelque part, auxquels on se brûle soi-même.

« Pardon de mes réflexions si elles ne vous conviennent pas, mais je vous dois toutes mes pensées, et le fruit de mes occupations constantes de vous.

« Madame votre sœur, à qui seule j'ai dit que j'envoyais vous rassurer, m'envoie une petite lettre que je remets à M. de Gouvellot, dont je ne veux pas retarder l'empressement, et je ne me permets que de vous assurer des sentiments de tout genre que je vous ai voués pour ma vie.

« 18 Juillet 90. — *Délibération* où l'on décide que les quatre lettres ci-dessus seront retenues à la maison commune, que copie de ces lettres et des procès-verbaux sera adressée à l'Assemblée nationale, et que jusqu'à ce qu'on ait reçu une réponse de l'Assemblée, le sieur de Gouvellot restera détenu.

« 19 Juillet. — On arrête que désormais le maître de poste ne pourra délivrer des chevaux à aucun voyageur sans permission écrite du premier officier de la municipalité.

« 30 Juillet 1790. — Les officiers municipaux, considérant qu'on s'inquiète vivement dans le peuple, de ce qu'il n'a été fait aucune réponse à l'envoi qui a été fait à l'Assemblée nationale des extraits des papiers et lettres saisis sur les sieurs Trouard et Gouvellot, et des procès-verbaux, acceptent l'offre